



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA REGION CENTRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Lucé, le 3 mai 2010

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Référence : 4172/RAPAUTO/IC10212

Affaire suivie par

ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 37 91 27 60 – Fax : 02 37 90 71 92

Vérifié par

Référence : Votre transmission du 17 avril 2009
ICARE N° 980451
0417220100503SYN

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
DE LA SOCIÉTÉ METALOR TECHNOLOGIES FRANCE SAS
SUR LA COMMUNE DE COURVILLE-SUR-EURE

-- -- -- -- --

PJ : 1 plan de situation
1 projet d'arrêté

Par lettre en date du 2 octobre 2007, Monsieur le Directeur Exécutif de la Société METALOR TECHNOLOGIES France SAS, dont le siège social est actuellement situé Rue des Aquées – BP 29 – 28190 Courville- Sur-Eure, sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de fabrication de contacts électriques situé en zone « village des entreprises » en zone Ux, parcelles ZD 89, 97, 54 à 56, 192, 190, 142, 146, 144, 99 et 188, à la même adresse que le siège social dans le cadre d'une régularisation des activités, certaines rubriques de la nomenclature relevant désormais du régime de l'autorisation suite au développement des activités du site.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 2 octobre 2007, et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 2 novembre 2007.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1150	1b	A	Substances particulières (stockage, emploi, fabrication, formulation, conditionnement)	Stockage d'hydrazine	Quantité présente d'un des produits à plus de 5%	<2	t	1	t
1450	2a	A	Solides facilement inflammables	emploi ou stockage	quantité présente	>= 1	t	5,4	t
2552	1	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) métaux et alliages non ferreux		capacité production	>2	t/j	2,7	t/j
2560	1	A	Métaux et alliages (travail mécanique des)		puissance installation	>500	kW	4 500	kW
2920	2a	A	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	autres cas	puissance absorbée	>500	kW	2 500	kW
1131	1c	D	Toxiques (emploi ou stockage)	solides	quantité présente	>=5 et <50	t	25	t
1200	2c	D	Combustibles (fabrication, emploi, stockage)	emploi ou stockage	quantité présente	>=2 et <50	t	3,4	t
1412	2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage)		quantité présente	>6 et <50	t	30	t
1416	3	D	Hydrogène (stockage ou emploi)		quantité présente	>=1 et <50	t	650	kg
1530	2	D	Bois, papier, carton ou analogues (dépôt de) hors ERP		quantité présente	>1 000 et <20 000	m3	950	m3
2561		D	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu)			sans seuil			
2564	2	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage avec organohalogénés ou solvants organiques		volume des cuves	>200 et <=1 500	l	1 410	l
2565	2b	DC	Revêtement métallique ou traitement de surfaces non visé par 2564		Volume des cuves	>200 et <=1 500	l	1 200	l
2575		D	Abrasives (emploi de matières) non visé par 2565		puissance installation	>20	kW	70	kW
2925		D	Accumulateurs (atelier de charge d')		puissance maxi courant continu	>50	kW	35	kW
1172		NC	Dangereux pour l'environnement - A - très toxiques (stockage et emploi)					10	t
1173		NC	Dangereux pour l'environnement - B - toxiques (stockage et emploi)					10	t
1175		NC	Organohalogénés (emploi de liquides)					100	l
1220		NC	Oxygène (emploi et stockage)					400	kg
1418		NC	Acétylène (stockage ou emploi)					80	kg
1432		NC	Liquides inflammables (stockage)					4	m3
2910		NC	Combustion (installation de)					1983	kW

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

L'entreprise a été créée en 1964 sous l'identité SAMEC (Société d'Applications Métallurgique Electrique de Courville) par 3 cofondateurs.

En 1972, l'entreprise fait appel à la société Suisse Métaux Précieux Neuchâtel pour l'apport de capitaux afin de financer le stock d'argent métal nécessaire à la production.

En 1981, Métaux Précieux Neuchâtel devient actionnaire à 100% de la SAMEC. De nombreux investissements furent entrepris :

- 3 000 m² de bâtiment supplémentaire,
- Parc machines doublé en 5 ans.

En 1996, suite au désengagement des banques suisses, le site de Courville-sur-Eure prend une nouvelle identité : Métalor Technologies France SAS.

L'entreprise compte un effectif de l'ordre de 350 salariés.

Le site a une superficie de 33 000 m² dont 18 000 m² couverts.

Métalor se situe dans une zone dédiée aux entreprises, au nord ouest du centre du bourg de Courville-Sur-Eure, à une distance de 700 m environ.

Il est entouré par :

- Au sud est, les silos de la coopérative SCAEL,
- Au sud la société de transport Bernardin,
- A l'ouest, par la D125 puis des entreprises (Delavallée : concessionnaire de matériel agricole, SCI Chaplain : transport routier) et plus au sud, le garage Renault : garage automobile, réparation,
- Au nord, par la D139 (rue de Thymerais) et par 3 entreprises (Apipharm : activité pharmaceutique, SCI Charrier : travaux publics et transport, Société Javault : terrassement, transport, démolition, location de matériel),
- A l'est, par la SCI Charrier (activité : transport routier).

1.3. Présentation de la demande

Les fabrications réalisées sur le site de Courville-Sur-Eure sont des articles entrant dans la fabrication de contacts électriques notamment basse tension.

Les activités s'étendent de l'élaboration des mélanges de poudre à base d'argent jusqu'à la fabrication de contacts assemblés.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

Suite au développement des activités du site, le stockage d'hydrazine (rub. 1150), le stockage de poudres de cobalt ou de tungstène (rub. 1450), les fours de fusion (rub. 2552) et les installations de réfrigération et compression (2920) relèvent dorénavant du régime de l'autorisation.

De plus, depuis le début de la procédure, le site a subi de nouvelles évolutions, avec notamment le rapatriement de lignes de production d'un autre site du groupe en Allemagne. Le projet d'arrêté préfectoral tient compte de ces évolutions dans la mesure où elles ne génèrent pas de modifications notables aux installations ainsi qu'à ses impacts sur l'environnement.

1.5. Maîtrise d'urbanisation

les zones d'effet n'impactent pas des terrains hors des limites de propriété du site. Il n'y a donc pas de maîtrise de l'urbanisation autour du site Métalor Technologies France.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Enquête publique

L'enquête publique a été ouverte du 25 février au 28 mars 2008 inclus, sur les communes de Courville sur Eure, Billancelles, Chuisnes, Landelles, Saint Arnoult des bois, Saint Germain le Gaillard et Saint-Lupercie.

Aucune observation n'a été portée sur le registre d'enquête.

2.2. Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la Société Métalor technologies France SAS.

2.3. Avis des conseils municipaux

Les communes de Saint Germain le Gaillard, Courville-sur-Eure, Saint Lupercie, Landelles et Billancelles ont émis des avis favorables par délibérations respectives des 19 février, 27 février, 29 février, 26 mars et 1^{er} avril 2008.

2.4. Avis des services consultés

DDE : le 4 avril 2008, **pas de remarque**.

DIREN : le 2 avril 2008, **avis favorable sous réserve** de la prise en compte des observations suivantes :

- *Qualité des rejets à la sortie de la station d'épuration interne* : remédier, en appliquant un traitement plus poussé, aux quantités importantes qui apparaissent parfois en azote global, en nitrates et en DCO et qui dépassent largement les seuils tolérés par l'arrêté du 2 février 1998 ;
- *Substances dangereuses et toxiques* : le dossier ne mentionne que les hydrocarbures totaux, le fluor et les principaux métaux lourds. Une description des autres substances dangereuses utilisées sur le site et des risques de leur présence dans les eaux usées ou de ruissellement, en fonctionnement normal ou suite à un incendie, serait utile, pour concourir à l'application de la directive européenne 2006/11/CE du 15 février 2006 et du décret 2005-378 du 20 avril 2005.

DDASS : **avis favorable** du 16 avril 2009 après demandes de compléments demandées par la DDASS par courriers des 20 mars 2008, 23 septembre 2008 et 6 mars 2009.

L'exploitant a fourni les éléments demandés par courriers des 19 août 2008, 20 octobre 2008, 10 février 2009 et 26 mars 2009.

DDAF, le 14 avril 2008, **avis défavorable**, le dossier devant être complété sur les points indiqués suivants en raison de l'absence :

- De prévention des accidents et des pollutions accidentelles y compris les eaux pluviales (absence de bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales, absence de contrôle de leur qualité et si besoin de traitement approprié) ;
- D'informations sur les substances toxiques bioaccumulables ou nocives pour l'environnement qui pourraient être présentes dans le rejet d'eaux usées ;
- Du plan de contrôles des émissions polluantes dans l'environnement ;
- De la démonstration de la compatibilité du projet avec le S.D.A.G.E. du bassin Seine-Normandie ;

Afin d'assurer une maîtrise des eaux issues de ce site tant du point de vue quantitatif que qualitatif.

Réponse de l'exploitant en date du 20 octobre 2008 : l'exploitant précise les points suivants :

- Le site dispose de matériel d'absorption et de plaques obturatrices pour répondre aux déversements accidentels. Concernant les eaux pluviales, des travaux sont programmés pour l'année 2009 consistant en la mise en place de déboureur/déshuileur et d'obturateurs de canalisations.
- Les eaux usées en sortie du site sont analysées périodiquement, les rejets respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juin 2003.
- Les rejets de la station d'épuration sont suivis lors de chaque traitement et une fois par mois par un laboratoire spécialisé. D'autre part, une convention de rejet est en cours d'élaboration avec la commune de Courville-sur-Eure et la société STGS afin que les éléments azotés soient traités avant élimination dans le milieu naturel.
- La compatibilité du projet avec le SDAGE est mentionnée pages 64 à 73 du dossier.

SDIS, le 11 février 2008, **avis favorable**, le SDIS attire l'attention sur le respect des remarques suivantes :

- Moyens de prévention et de protection : lever les remarques concernant les non-conformités : comportement au feu des locaux de stockage, stockage d'acétylène, difficultés à garder le volume constant à 300 m³ de bassin incendie ;
- Plan Léger Opérationnel : réaliser en collaboration avec le service prévision du centre de secours principal de Chartres, un plan léger opérationnel sur lequel figurera entre autres : emplacement des poteaux d'incendie (privés et publics), emplacement de la réserve incendie, localisation des bâtiments et leurs murs coupe-feu, les différents accès, cheminement et lieux de récupération des eaux d'extinction d'incendie, etc, ...

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Impact sur l'eau

3.1.1. Utilisation de l'eau

La consommation d'eau potable est de l'ordre de 17 000 m³. Elle est utilisée pour les sanitaires, les usages industriels sont essentiellement pour l'atelier de traitement de surface et l'atelier de polissage.

3.1.2. Eaux superficielles :

Les eaux usées sanitaires sont rejetées dans le réseau communal qui rejoint la station d'épuration communale.

Les eaux de lavabos « à risque de pollution », les eaux de lavage des sols et les eaux usées industrielles rejoignent la station d'épuration interne au site et rejoignent ensuite le réseau eaux pluviales communal, puis l'Eure. Le rejet de la station de traitement interne se fait par bâchée de 10 m³, à raison de 3 à 5 bâchées par semaine réparties sur 5 jours, pouvant atteindre au maximum 2 bâchées par jour réparties sur 7 jours. Le projet d'arrêté préfectoral joint réglemente ce rejet (art. 4.3.8) .

Les eaux chargées en fluorure, issues du refroidissement brasage à la flamme sont stockées dans des cuves au niveau de la station de traitement et éliminées comme déchets.

Les eaux pluviales sont dirigées vers le réseau eaux pluviales de la commune.

3.2. Air

Les rejets atmosphériques sont composés, hormis ceux liés au trafic de véhicules :

Des rejets canalisés provenant du process ;

Des rejets provenant du fonctionnement des 2 chaudières.

Les chaudières utilisent comme combustible le gaz naturel, les rejets sont donc dépourvus de poussières et la teneur en dioxyde de soufre est très faible.

Concernant le process, les rejets atmosphériques proviennent :

- du dégraissage avec utilisation de perchloréthylène (machine Roll) et de chlorure de méthylène « petite dégraisseuse ou dégraisseuse S80» (traitement par charbon actif avant rejet), la machine dite « pero » a été remplacée par une nouvelle qui fonctionne en circuit fermé et ne génère donc plus de rejet à l'atmosphère), la « grande dégraisseuse a été vidée et arrêtée et la chaîne de traitement de surface « FISA » qui utilisait du chlorure de méthylène pour le séchage des pièces a été remplacée par une machine avec séchage à air chaud sans usage de chlorure de méthylène,
- de l'atelier poudre qui utilise du trichloréthylène pour dissoudre la paraffine (partie étuve : mise en place d'une pompe à vide qui récupère 95% du solvant suivi d'un traitement sur charbon actif (fonctionnement ponctuel, pas de production en 2009), 1 broyeur : rejet sans traitement préalable, 1 machine « queda » : fonctionnement sous vide),
- de la fonderie qui peut être à l'origine de rejet en cadmium : équipée d'un dépoussiéreur. Le cadmium n'est utilisé que 3% du temps de fonctionnement. De plus, Métalor étudie et propose à ses clients des solutions afin de substituer le cadmium dans la majorité de ses produits.

Le projet d'arrêté préfectoral joint réglemente l'ensemble des rejets. (art. 3.2).

De plus, concernant les émissions de COV à l'atmosphère, le projet d'arrêté joint prescrit en son article 9.2.1.1.1 la réalisation d'une surveillance en permanence des émissions canalisées de l'ensemble des COV à l'exclusion du méthane. Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions.

3.3. Déchets

La société Métalor Technologies a généré en 2006 environ 244 tonnes de déchets :

53 t de bois,
20 t de boues d'hydroxydes métalliques,
19 t de cartons,
11 t d'huiles usagées,
4 t de déchets souillés,
46 t de DIB,
1 t de dichlorométhane,
69 t de ferraille,
1 t de M100,
4 t de perchloréthylène,
1 t de savon de tréfilage,
15 t de trichloréthylène.

Les filières d'élimination retenues par l'exploitant montrent que la gestion des déchets est conforme aux exigences réglementaires.

3.4. Emissions sonores

Des mesures des niveaux sonores et d'émergence ont été réalisées en 2004 et en 2008. Suite aux mesures réalisées en 2004, un compresseur a été remplacé.

Les résultats montrent que les niveaux sonores et d'émergence ne dépassent pas les valeurs limites définies par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Le projet d'arrêté préfectoral joint prescrit une mesure des niveaux sonores tous les 3 ans.

3.5. Effets sur la santé

Une évaluation des risques sanitaires a été réalisée avec l'identification des dangers, l'évaluation de l'exposition des populations et la caractérisation qualitative et quantitative des risques.

Dans cette étude, l'impact sur la santé a été évalué pour 14 substances traceurs de risque dans les émissions atmosphériques canalisées issues de l'exploitation du site ainsi que pour le niveau sonore induit par les activités industrielles et connexes.

Compte-tenu des hypothèses majorantes retenues, l'exploitant conclut que l'impact sanitaire du site peut être considéré comme négligeable sur les populations avoisinantes.

3.6. Impact sur le trafic routier

L'accès au site Métalor Technologies se fait à partir de la route départementale RD 920, axe principalement réalisé pour l'accès à la zone industrielle depuis la RN 23. Le trafic industriel comprend les approvisionnements, les expéditions et l'élimination des déchets, il représente environ 60 véhicules par jour. Le trafic véhicules légers lié au personnel est estimé à 350 véhicules par jour. Par rapport au trafic de la RN23, les déplacements industriels représentent 6 % du trafic poids lourds.

3.7. Utilisation rationnelle de l'énergie

Les énergies utilisées sur le site sont le propane, l'électricité et le gaz de ville.

Les machines et engins sont utilisés de manière optimale et les vérifications périodiques permettent de pallier tout dysfonctionnement susceptible d'engendrer des augmentations notables de la consommations d'énergie.

3.8. Remise en état du site après exploitation

En cas de cessation d'activité, Métalor Technologies s'engage à démonter l'ensemble des installations et à nettoyer le site et précise que le groupe auquel appartient Métalor a les réserves financières suffisantes pour effectuer en temps voulu les études préalables à la remise en état du site, ainsi que les travaux de remise en état et de sécurisation du site qui pourraient s'avérer nécessaires.

La localisation du site, au sein de la zone industrielle de Courville-sur-Eure, permettrait de revendre les terrains et les bâtiments pour une autre activité industrielle.

3.9. Prévention des risques d'incendie et moyens de lutte contre l'incendie

Aucun accident grave ayant eu des conséquences sur l'environnement de l'usine n'a été recensé.

L'étude de dangers conclut, que parmi les situations dangereuses identifiées portant notamment sur l'utilisation de produits dangereux (hydrazine, poudres métalliques), aucune ne situe en zone inacceptable et par conséquent aucun scénario d'accident majeur susceptible de provoquer des dommages importants n'a été retenu pour l'usine Métalor Technologies.

Les différents ateliers disposent d'EPI (Equipement de Protection Individuelle) et de kits d'intervention en cas de déversement accidentel.

Les stockages de produits chimiques sont réalisés sur rétention et organisés en tenant compte des incompatibilités de produits.

Un abri pour le stockage d'acétylène a été construit, il s'agit d'un abri fermé sur 3 côtés avec récupération des eaux pluviales de toiture vers la réserve incendie.

En terme de protection incendie, le site dispose de moyens mobiles de lutte contre l'incendie (RIA, extincteurs, poteaux incendie), ainsi que d'une réserve incendie de 300 m³ disponibles en permanence.

Un plan léger opérationnel sera réalisé en collaboration avec le service prévention du centre de secours principal. (art. 7.7.6.1)

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation de la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE SAS à Courville sur Eure ont donné lieu à des avis favorables et un avis défavorable de la DDASS portant sur l'étude des risques sanitaires et un avis défavorable de la DDAF (14 avril 2008).

Le pétitionnaire a apporté par des compléments d'information, les éléments de réponse aux observations formulées dans ces avis défavorables, à l'issue de ces compléments d'information, la DDASS a émis un avis favorable le 16 avril 2009.

Concernant les observations de la DDAF, l'exploitant a apporté des éléments de réponse en octobre 2008. Depuis, les travaux programmés ont été en partie réalisés. Le site ne compte plus que 2 points de rejets au lieu de 7 auparavant et est équipé de 2 débourbeurs/déshuileurs. L'exploitant s'est engagé à acheter cette année les dispositifs nécessaires au confinement des eaux en situation accidentelle (l'achat d'obturateurs de canalisations a été reporté compte-tenu de la conjoncture économique difficile en 2009).

Le suivi des rejets est réglementé par le projet d'arrêté joint (art. 4.3).

Concernant la présence de substances toxiques bioaccumulables ou nocives pour l'environnement qui pourraient être présentes dans le rejet d'eaux usées, METALOR TECHNOLOGIES FRANCE SAS à Courville sur Eure a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 30 décembre 2009 relatif à la surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

La liste de substances a été élaborée à partir des listes établies au niveau national par secteur d'activité et en fonction des résultats de la première étude de recherche de substances dangereuses dans l'eau.

Les substances retenues et les modalités de la surveillance tiennent compte de l'avis de l'exploitant en date du 2 septembre 2009.

Le service instructeur émet un avis favorable sur le dossier présenté par le pétitionnaire sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Considérant que la demande d'autorisation d'exploiter en régularisation des activités de fabrication de contacts électriques à Courville sur Eure présentée par la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE SAS respectent les critères environnementaux requis par la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R512-25 du Code de l'Environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) pour avis sur le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme,
Le chef d'Unité territoriale